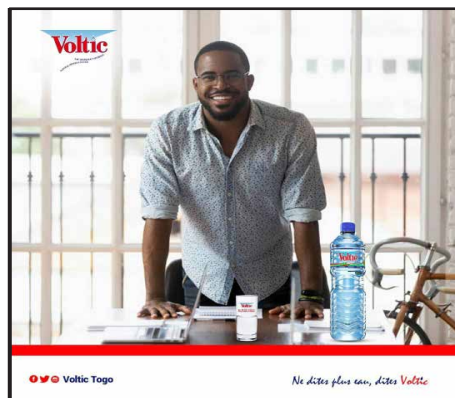




## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Chine

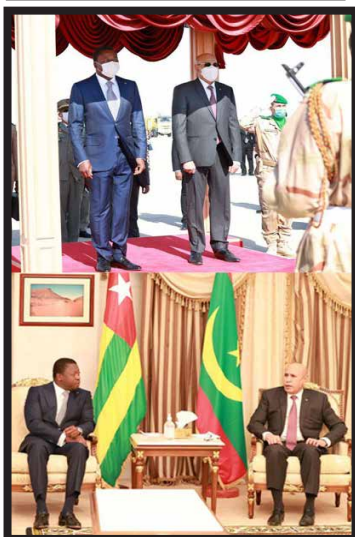
### Pékin va durcir la réglementation dans le numérique

Les autorités chinoises se montrent ces derniers mois particulièrement intransigeants contre les géants du numérique et leurs ... • (Page 08)

## Etats-Unis

### Tesla quitte la Silicon Valley

Elon Musk, le patron de Tesla, a annoncé le transfert du siège du constructeur ... • (Page 08)



## Economie togolaise

# Industrie, commerce et services redécollent

○ Maximilien Kaffo, représentant résident du FMI au Togo



## Coopération Togo-Mauritanie

# Faure Gnassingbé en visite de travail à Nouakchott

• (Page 03)

## Industrie

### Huawei appelle les TIC à s'engager dans la 5G

La 12e édition du Global Mobile Broadband Forum (MBBF) de Huawei a ... • (Page 02)

## Projet WURI Togo

### Recrutement pour l'équipe technique de l'unité de gestion

Développeur fullstack ; Développeur Ops ; Développeur java back-end ; Développeur java front-end ; ... • (Page 04)

## Promotion des PME

### NSIA Banque CI et la BAD s'allient

NSIA Banque CI, filiale du Groupe panafricain NSIA leader en Assurance et Banque, a annoncé ce 13 octobre 2021, l'... • (Page 06)

## FNFI / Témoignages

### Akollor Afi Kafui, propriétaire d'une entreprise de détergence

AKOLLOR Afi Kafui est une jeune Femme Togolaise qui a ... • (Page 11)



**TOGOCOM  
CHANGE  
POUR VOUS**

Industrie

Huawei appelle les TIC à s'engager dans la 5G

La 12e édition du Global Mobile Broadband Forum (MBBF) de Huawei a démarré ce jeudi 14 octobre à Dubaï. L'événement est organisé chaque année par le Groupe, en collaboration avec ses partenaires industriels GSMA et SAMENA Telecommunications Council. Introduite par un discours de Ken Hu, Président tournant de Huawei, la dernière édition du MBBF a rassemblé opérateurs, chefs d'entreprises et autres partenaires issus des écosystèmes de la tech pour envisager ensemble la maximisation du potentiel de la 5G, et par là même l'avenir de l'industrie mobile.

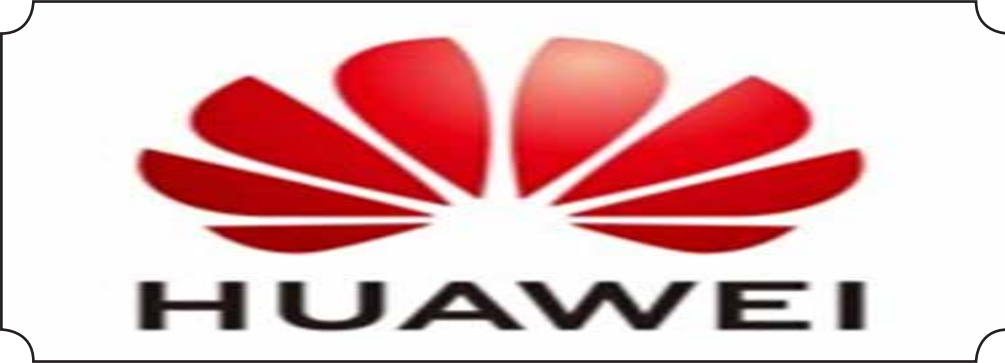


Au cœur de cette prise de parole, le développement de la 5G et les opportunités que le déploiement de cette technologie initie. Selon Ken Hu, « Les progrès ont été beaucoup plus rapides que prévu, notamment en ce qui concerne la base d'abonnés, la couverture réseau et le nombre de terminaux 5G sur le marché, partout dans le monde ». Les chiffres sont en effet éloquentes : il existe actuellement 176 réseaux 5G commerciaux dans le monde, qui desservent plus de 500 millions d'abonnés. En ce qui concerne le grand public, les vitesses de téléchargement moyennes atteintes grâce à la 5G sont environ 10 fois supérieures à celles permises par la 4G. Du côté des entreprises, il existe déjà 10 000

projets dédiés aux applications B2B de la 5G (5GtoB) dans le monde entier. Enfin, des projets d'application de la 5G dans des secteurs tels que la fabrication, l'exploitation minière et les ports sont en cours de reproduction à grande échelle. Cependant, malgré ce déploiement exponentiel, la 5G gagnerait à être renforcée. Le premier levier de ce renforcement repose sur les réseaux mobiles, qui doivent offrir des vitesses de téléchargement supérieures à 4,6 Gbit/s avec une latence ne dépassant pas 10 millisecondes pour assurer le plein développement de cette technologie. De même, pour favoriser une adoption plus large de la 5G dans les industries, il est important de développer des normes de télécommunication spé-

cifiques, adaptées à chaque contexte. Enfin, l'industrie mobile dans son ensemble se doit d'œuvrer à sa propre durabilité, en misant sur une réduction significative de son impact écologique. « En raison de l'accélération de la transformation numérique occasionnée par la pandémie de la Covid-19, le cloud et l'intelligence artificielle sont devenus incontournables dans toutes les organisations, et toutes les économies. Alors que le monde commence à se remettre de la crise, nous devons saisir les opportunités qu'offrent ces technologies nouvelles, tout en les adaptant aux défis de notre temps, et notamment aux objectifs de neutralité carbone et de réduction d'empreinte écologique. », a conclu Ken Hu.

HUAWEI



AUX DÉCIDEURS ...  
Gouvernements et protection des filles

Il y a environ plus de 308 millions de filles de moins de 18 ans sur le continent africain. Alors que le cadre juridique et politique de l'Union africaine fait référence – inégalement – aux droits, aux intérêts et au sort des filles ; les organismes continentaux et les gouvernements nationaux peuvent et doivent faire davantage pour protéger les filles, subvenir à leurs besoins et veiller à ce qu'elles participent pleinement à la société. Un nouveau rapport phare complet montre à quel point les gouvernements africains sont amicaux envers les filles et dans quelle mesure ils remplissent leurs obligations légales. Le rapport africain sur le bien-être de l'enfant (2020), lancé par l'African Child Policy Forum, analyse la situation des filles sur le continent à l'aide de l'indice Girl-Friendly. Le rapport s'appuie sur des travaux antérieurs visant à favoriser la responsabilité de l'État envers les enfants, et les filles en particulier. Il est important de noter que les opinions des filles sont prédominantes – car elles partagent des préoccupations, des craintes, des souhaits et des exigences légales.

Comme souligné dans le rapport Getting Girls Equal, un rapport détaillé qui évalue le statut des filles et la loi en Afrique, de nombreuses filles sont exposées à l'exploitation sexuelle, à des pratiques culturelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants, et à l'abandon scolaire. Comme le montre le Rapport africain sur le bien-être de l'enfant, les filles occupent une position unique et vulnérable dans la société africaine. Les normes, pratiques et attitudes sociales sont préjudiciables à la vie, à la survie et au développement des filles. Les gouvernements africains doivent adopter des lois, des politiques et d'autres mesures pour protéger les filles des risques auxquels elles sont confrontées en raison de leur âge et de leur sexe. Une gouvernance favorable aux filles respecte, protège et réalise les droits des filles et garantit l'égalité des sexes parmi les enfants. Cela se fait par le biais de lois, de politiques et d'allocations de ressources pour garantir des résultats positifs pour les filles.

L'indice de convivialité pour les filles, tel que prévu dans le rapport, est un outil statistique basé sur les droits et un cadre conceptuel ancré sur trois piliers des droits de l'enfant : protection, prestation et participation.

Par exemple, les gouvernements devraient criminaliser l'abus, l'exploitation et la traite des filles. En général, les pays africains ont fait des progrès considérables dans ce sens. Mais il y a encore d'énormes lacunes. Si leurs droits sont violés, les filles doivent également pouvoir accéder à la justice et demander réparation. Le Rwanda, le Togo, la Namibie, l'Afrique du Sud et Maurice se sont classés parmi les meilleurs pour la fourniture de cadres juridiques et politiques solides et de mécanismes institutionnels d'application. La protection des intérêts et des droits des filles exige que les gouvernements engagent des budgets pour assurer l'accès à l'éducation, à l'assainissement, à la santé sexuelle et reproductive et à d'autres services essentiels à leur développement. C'est là qu'intervient le pilier de la fourniture. Le rapport a révélé que les filles dans de nombreux États africains n'ont pas accès à des soins de santé adéquats, y compris des services de santé sexuelle et reproductive, elles n'ont pas accès à des aliments nutritifs, à l'éducation et à d'autres services de base.

Les gouvernements africains sont censés harmoniser leurs lois et politiques conformément aux normes, cadres et standards juridiques internationaux et régionaux ; ainsi, fournissant des motifs justifiables pour faire respecter les droits des filles. Les gouvernements doivent également, entre autres, lancer des programmes qui s'appuient sur les compétences et les capacités des filles à participer à la gouvernance de leurs communautés. Cela éliminera les barrières sociales et culturelles qui empêchent les filles de participer aux affaires les concernant.

Les progrès réalisés par les États africains en matière de convivialité avec les filles sont louables, mais inégaux. Ainsi, il est crucial que les décideurs politiques à tous les niveaux prennent en compte les leçons qui pourraient être tirées des pays qui ont obtenu un score élevé comme les plus amicaux envers les filles, et visent à adopter les meilleures pratiques au profit des filles à travers l'Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

| Référentiel                                   |                  |
|-----------------------------------------------|------------------|
| Valeur                                        | Sources          |
| Superficie : 56 600 km²                       | Populationdata   |
| Population : 7 889 094 habitants (2018)       | Banque mondiale  |
| Croissance démographique : 2,42 % / an        | Populationdata   |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016)           | Populationdata   |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017)              | BAD              |
| Smig : 35 000 FCFA (2012)                     | CCI              |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C                      | COFACE           |
| Taux de scolarisation : 83%                   | INSEED           |

|                                                   |                |
|---------------------------------------------------|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso     |                |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés                                    |                   |
|--------------------------------------------------|-------------------|
| Valeur                                           | Sources           |
| Taux de croissance : 5,1 (2019)                  | CNC               |
| Pib/hbt : 672 Dollars US                         | populationdata    |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019)                    | CNC               |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017)    | BCEAO             |
| Dette publique : 72% du Pib (2018)               | FMI               |
| Taux de chômage : 3,4% (2015)                    | PNUD              |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF               |
| Notation financière : « B » (Mai 2019)           | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017)                           | Populationdata    |

Economie togolaise

Industrie, commerce et services redécollent

En dépit de la crise sanitaire, l'économie togolaise a poursuivi sa croissance au premier semestre de 2021, après la contraction observée au deuxième trimestre de 2020. C'est ce qu'a indiqué, jeudi 14 octobre 2021, Maximilien Kaffo, représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), lors d'un point de presse sur les actions du Fonds au Togo.

• Joël YANCLO

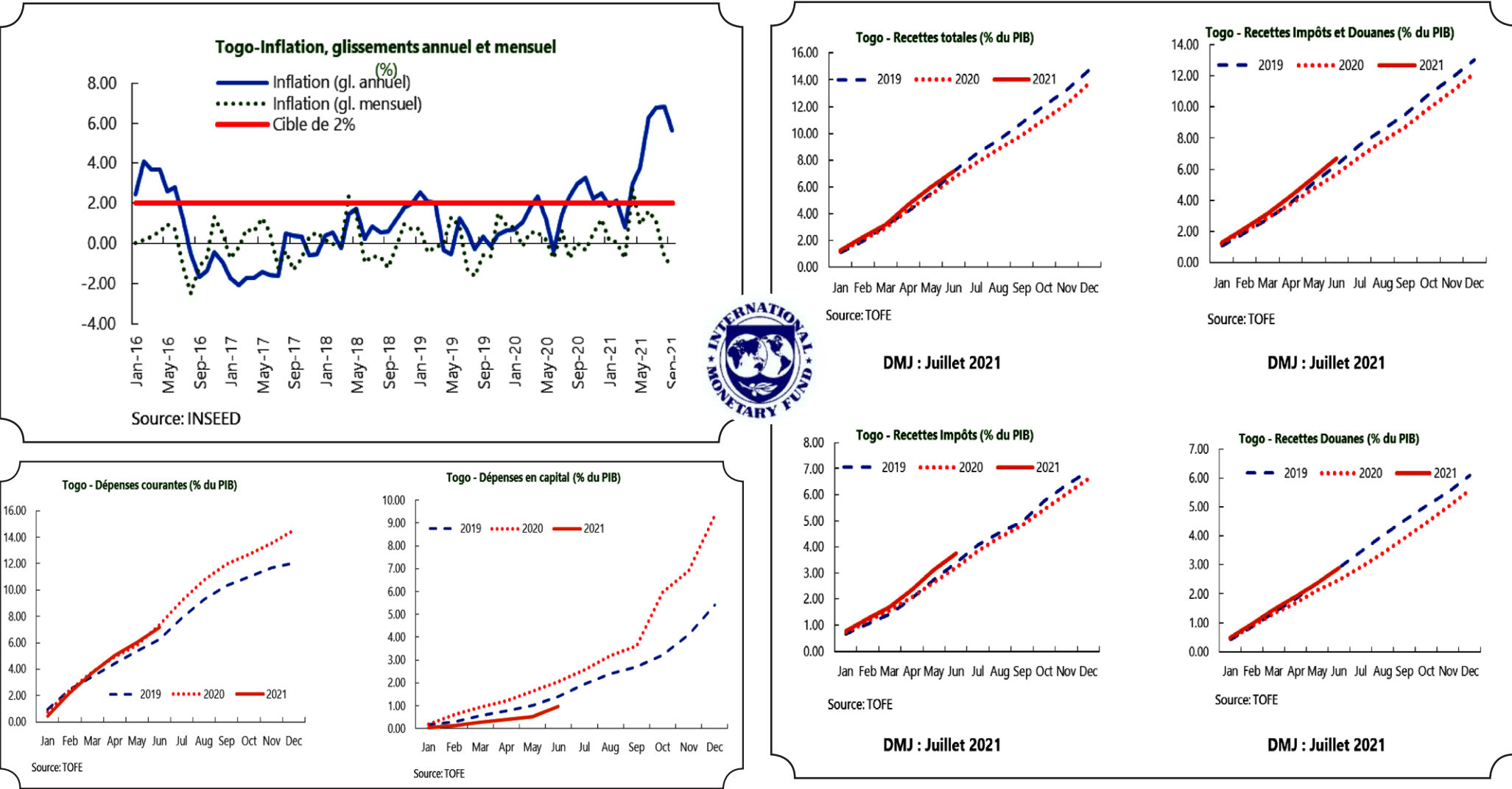
Tout compte fait, l'optimisme est là. Ainsi se résume la présentation de Maximilien Kaffo, représentant du Fonds monétaire international (FMI) au Togo. Face aux professionnels de presse, il a démontré preuve à l'appui, comment les secteurs de l'industrie, du commerce, des services ont retrouvé leur niveau d'activité d'avant pandémie. Toutefois, ces résultats qui pourraient être compromis pour le deuxième semestre 2021 en raison des incertitudes sur l'évolution de l'épidémie. La reprise de la production est également le reflet d'une reprise soutenue de la demande (intérieure et

extérieure), a précisé Maximilien Kaffo pour qui, les indicateurs à haute fréquence de croissance en glissement trimestriel indiquent que la consommation des ménages, les activités portuaires et aéroportuaires, ainsi que les productions destinées à l'exportation ont poursuivi leur croissance durant les 6 premiers mois de 2021. Au cours de cette période, les importations ont rattrapé leur niveau de 2019 tandis que les exportations sont restées stables à leur niveau de 2020, induisant ainsi une légère détérioration de la balance commerciale. L'inflation s'est établie à 5,7% en glissement annuel en septembre, une amélioration par rapport aux 6,8% observés en juillet



• Maximilien Kaffo, représentant résident du FMI au Togo.

et août suite à la hausse des prix des produits alimentaires. Le déficit budgétaire s'est amélioré sur la première moitié de 2021 grâce à une bonne tenue des recettes fiscales, reflétant la reprise de l'activité économique, ainsi qu'une faible exécution des dépenses d'investissement. S'agissant du secteur financier, l'appétit des investisseurs institutionnels pour les titres publics en 2020 est resté intact durant la première moitié de 2021. Les mesures de soutien à l'activité économique prises par la BCEAO en mars 2020 continuent à produire des effets en 2021 comme le montre la diminution des taux et l'accélération du volume de crédits sur la même période.



Baromètres Togo

| Référentiel                                   |                  |
|-----------------------------------------------|------------------|
| Valeur                                        | Sources          |
| Superficie : 56 600 km²                       | Populationdata   |
| Population : 7 889 094 habitants (2018)       | Banque mondiale  |
| Croissance démographique : 2,42 % / an        | Populationdata   |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016)           | Populationdata   |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017)              | BAD              |
| Smig : 35 000 FCFA (2012)                     | CCI              |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C                      | COFACE           |
| Taux de scolarisation : 83%                   | INSEED           |

|                                                   |                |
|---------------------------------------------------|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso     |                |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés                                    |                   |
|--------------------------------------------------|-------------------|
| Valeur                                           | Sources           |
| Taux de croissance : 5,1 (2019)                  | CNC               |
| Pib/hbt : 672 Dollars US                         | populationdata    |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019)                    | CNC               |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017)    | BCEAO             |
| Dette publique : 72% du Pib (2018)               | FMI               |
| Taux de chômage : 3,4% (2015)                    | PNUD              |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF               |
| Notation financière : « B » (Mai 2019)           | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017)                           | Populationdata    |

Coopération Togo-Mauritanie

Faure Gnassingbé en visite de travail à Nouakchott

Le Président de la République, Faure Gnassingbé a effectué, le 13 octobre 2021, une visite d'amitié et de travail de 48 heures à Nouakchott en République Islamique de Mauritanie.

● Eyram AKAKPO

Arrivé dans la capitale mauritanienne ce mercredi, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani sur les mécanismes de renforcement de la coopération bilatérale. Les deux chefs d'Etat ont aussi abordé des questions sous régionales, continentales et internationales d'intérêt commun. Outre leurs entretiens en tête-à-tête, les deux chefs d'Etats ont également eu « une séance de travail élargie aux membres de leurs délégations pour plancher sur le changement climatique et la crise sanitaire liée à la covid-19 avec un accent particulier sur l'urgence de mise à disposition des pays africains des vaccins pour combattre la pandémie et de la nécessité de l'annulation de leur dette en vue de renforcer leurs économies », précise un communiqué de la pré-



sidence togolaise. Les deux dirigeants évoqueront dans le cadre de la coopération sous régionale et internationale, des questions relatives à la consolidation de la paix, de la sécurité et la lutte contre la violence dans le sahel.

L'économie mauritanienne

Selon la Banque africaine de développement (BAD), la détérioration de l'économie mondiale en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19 a entraîné une contraction de 3,6 % du PIB réel de la Mauritanie en 2020,

après une croissance de 5,9 % en 2019. Le solde budgétaire a affiché un déficit de 4,1 % du PIB en 2020, alors qu'il était excédentaire l'année précédente. Ce déficit est dû à la baisse significative des recettes fiscales à la suite du ralentissement économique, au déclin des recettes d'exportation, à l'assouplissement des taxes sur certains produits de première nécessité et à l'augmentation significative des dépenses de santé pour lutter contre les infections à la COVID-19. Le ralentissement de l'économie mondiale a non seulement affecté le commerce extérieur mais également les investissements directs étrangers en Mauritanie, qui sont passés à 594 millions de dollars US, contre 937 millions de dollars US initialement prévus. Le déficit de la balance courante a atteint un niveau record de 17,6 % du PIB, en raison d'une baisse d'un tiers des exportations de minerai de fer et d'un arrêt des exportations de produits halieutiques. Les réserves officielles de change sont restées stables en 2020, à 1,135 milliard de dollars US, soit suffisamment pour couvrir 5,1 mois d'importations. L'inflation, estimée à 2,7 % en 2020, reste inférieure à l'objectif de 4 % fixé par les autorités monétaires, mais elle est légèrement supérieure au taux de 2,3 % en 2019. Il faut souligner que le Togo et la République Islamique de Mauritanie entretiennent d'excellentes relations d'amitié et de coopération depuis plusieurs années.



Projet WURI Togo

Recrutement pour l'équipe technique de l'unité de gestion

Développeur fullstack ; Développeur Ops ; Développeur java back-end ; Développeur java front-end ; Développeur android ; webdesigner-graphiste, sont les postes à pourvoir au sein de l'équipe technique de l'Unité de Gestion de Projet WURI Togo de l'Agence Nationale d'Identification. A cet effet, un avis d'appel à manifestation d'intérêt est lancé par le Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale (MENTD).

● Joël YANCLO

Le Gouvernement de la République Togolaise représenté par le Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale (MENTD) a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif au recrutement des membres de l'équipe technique de l'Unité de Gestion de Projet WURI Togo de l'Agence Nationale d'Identification. Il s'agit des postes à savoir, Développeur fullstack ; Développeur Ops ; Développeur java back-end ; Développeur java front-end ; Développeur android ; webdesigner-graphiste. Les consultants doivent fournir leur CV détaillé accompagné des copies certifiées conformes de leurs diplômes ou attestations. Le consultant sera sélectionné suivant la méthode de la comparaison des qualifications en conformité avec les Directives de la Banque mondiale : Sélection

**NOUS RECRUTONS  
POUR LE PROJET  
D'IDENTIFICATION  
NATIONALE  
BIOMETRIQUE**

Postulez !

et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de 2011 » Directives de Consultants « Les consultants intéressés par la mission sont invités à porter leur attention sur le paragraphe 1.9 desdites Directives qui décrit les politiques de la Banque mondiale sur les conflits d'intérêt. Les informations complémentaires relatives à la mission ainsi que les termes de référence y relatifs peuvent être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessous aux heures de service suivantes ou en adressant une demande par email : kodzo.tsogbe@numerique.gouv.tg, de lundi à vendredi de 8h00 à 12h00 et de 15h00 à 16h00 TU. Les manifestations d'intérêt, rédigées en français et paginées, portant

la mention « Manifestation d'intérêt pour Sélection d'un consultant individuel, Poste postulé par le candidat pour l'Unité de Gestion de Projet WURI Togo » doivent parvenir par e-mail en précisant, en objet, le poste pour lequel le candidat postule, au plus tard le jeudi 21/10/2021 à 9 heures (TU) à l'adresse suivante : « Monsieur la Personne Responsable des Marchés Publics, Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, Avenue Abdoulaye Fadiga, Lomé-Togo, Téléphone : +228-22208229, E-mail : projet.wuri@anid.gouv.tg avec copie à kodzo.tsogbe@numerique.gouv.tg »

Climat

Le Togo se prépare à défendre ses intérêts à la COP26

Le Togo prépare sa participation à la COP26, conférence mondiale sur le climat qui se tiendra du 31 octobre au 12 novembre prochain à Glasgow en Ecosse. Les acteurs nationaux du climat et de l'environnement partagent depuis ce jeudi 14 octobre à Lomé, les efforts du pays dans la lutte contre le dérèglement climatique, en vue d'assurer une position commune à défendre lors de cette rencontre mondiale.

Cette réunion préparatoire à la COP26 devrait ainsi accoucher d'une feuille de route, permettant de saisir toutes les opportunités de financement pour la mise en œuvre de programmes de lutte contre le changement climatique au Togo. Le mot d'ordre est également de faire front commun, entre acteurs de la société civile, de l'Etat et du secteur privé, pour défendre les intérêts et ambitions du pays durant ces travaux. « Nous devons faire en sorte qu'entre les délégations des services étatiques et ceux du secteur privé, des collectivités territoriales et de la société

civile, il n'y ait pas de spectateur ni de touriste », indique ainsi Katari Foli-Bazi, ministre chargé de l'environnement. En ce qui concerne justement la délégation togolaise, Aliou Dia, représentant résident du Pnud (Programme des Nations Unies pour le développement) qui accompagne le pays dans ses efforts, estime que « le Togo est en train de composer une bonne délégation qui ira à la COP26 ». Le haut fonctionnaire relève notamment l'implication du secteur privé, ce qui marque un pas « fondamental » pour le pays. Pour rappel, la COP26 réunira les dirigeants, grands patrons et

acteurs de la société civile du monde entier, pour discuter de l'évolution du climat et des mesures de soutien à prendre pour aider les pays les plus touchés à y faire face, et également à organiser la transition au niveau mondial. Dans le cadre de cette rencontre au sommet, les pays africains, parmi les plus touchés par les effets du dérèglement climatique dans le monde, demandent notamment plus de ressources et de soutien de la part des pays pollueurs et plus riches, pour faire face aux défis climatiques et financer leur transition verte.

Avec Togo First

Baromètres Togo

| Investissement Direct Etranger         | 2016  | 2017  | 2018  |
|----------------------------------------|-------|-------|-------|
| Flux d'IDE entrants (millions USD)     | -46   | 88    | 102   |
| Stocks d'IDE (millions USD)            | 1.474 | 1.772 | 1.790 |
| Nombre d'investissements greenfield*** | 2     | 1     | 2     |
| IDE entrants (en % de la FBCF****)     | 21,0  | n/a   | n/a   |
| Stock d'IDE (en % du PIB)              | 39,7  | n/a   | n/a   |

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

| Indicateurs du commerce extérieur                            | 2015   | 2016  | 2017  |
|--------------------------------------------------------------|--------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD)                         | 2.127  | 2.382 | 2.527 |
| Exportations de biens (millions USD)                         | 1.227  | 1.290 | 1.138 |
| Importations de services (millions USD)                      | n/a    | 397   | n/a   |
| Exportations de services (millions USD)                      | n/a    | 530   | n/a   |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 13,7   | -3,5  | 3,7   |
| Exportations de biens et services (croissance annuelle en %) | 0,2    | 5,2   | 0,4   |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD)           | -1.033 | n/a   | n/a   |
| Commerce extérieur (en % du PIB)                             | 109,8  | 105,6 | 100,0 |
| Importations de biens et services (en % du PIB)              | 67,6   | 62,8  | 59,5  |
| Exportations des biens et services (en % du PIB)             | 42,2   | 42,8  | 40,5  |

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



GROUPE ISD AFRIK TOGO

**FORMATION**GESTION ADMINISTRATIVE ET  
LOGICIELLE DE LA PAIE

RESSOURCES HUMAINES

Du **26**  
au **29** **Octobre**  
**2021****D**urée  
**4 JOURS****F**rais  
**150 000 FCFA/TCC****A**offrir aux participantsUn kit de formation une clé de 4 Go  
avec le contenu de la formation & autres  
documents**P**ofil du formateurExpert consultant en ressources  
humaines Consultant et formateur en  
logiciel de Gestion de la paie et des  
ressources humaines.**P**ublic cibleDirecteur généraux Directeur financier  
Directeur des ressources humaines -  
Responsable de la paie.

☎ +228 91 46 86 51 / 99 81 24 46

E-mail : isdtogo2015@gmail.com - Secrétariat.isdtogo@gmail.com

HÔTEL  
SARAKAWA

Togocom

**LE F1 MAX 4G À CE PRIX ! J'ACHÈTE PIAAAM...****PROMO**DOUBLE  
SIMROM 8GB + RAM 1GB  
LECTEUR MICRO SD  
JUSQU'À 32 GB8MPX CAMERA  
DORSALE + 2MPX  
CAMERA FRONTALEBATTERIE  
AMOVIBLE  
4000MAH4G WIFI  
HOTSPOT WIFI  
BT A-GPSLECTEUR  
D'EMPREINTE  
DIGITALE~~38 400 FCFA~~**15 900 FCFA**Disponible en Agence dans la limite des stocks disponibles  
Offre valable jusqu'au 31 octobre 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

**Promotion des PME****NSIA Banque CI et la BAD s'allient**

**NSIA Banque CI, filiale du Groupe panafricain NSIA leader en Assurance et Banque, a annoncé ce 13 octobre 2021, l'accord du Conseil d'Administration de la Banque Africaine de Développement, pour l'octroi d'un prêt d'une valeur de 50 millions d'euros soit plus de 30 milliards de FCFA.**

● **Eyram AKAKPO**

Cette facilité vise à soutenir NSIA Banque Côte d'Ivoire, dans le cadre de la promotion et de la croissance des petites et moyennes entreprises des secteurs de l'agriculture et des énergies renouvelables et les entreprises détenues par les femmes en Côte d'Ivoire. Cette facilité de financement comporte trois composantes notamment un prêt subordonné de 25 millions d'euros, une enveloppe de garantie de portefeuille de 15 millions d'euros et une ligne de crédit de financement du commerce d'un montant de 10 millions d'euros. A en croire le Groupe NSIA, le prêt subordonné, qualifiable de fonds propres complémentaires selon les règles de la BCEAO, permet à la Banque de consolider ses fonds propres réglementaires et de disposer de ressources suffisantes pour accompagner efficacement les besoins d'investissement des entreprises et PME actives dans les secteurs prioritaires de l'économie ivoirienne spécifiquement l'agriculture, l'agro-industrie et l'efficacité énergétique, dans un contexte de relance post-Covid-19. La mise en place de la garantie de portefeuille permettra, à la Banque de soutenir activement l'entrepreneuriat féminin en Côte d'Ivoire grâce au mécanisme de partage de risques. « La ligne de crédit de financement du commerce



est destinée au renforcement des activités de financement des opérations à l'international de la clientèle, PME notamment. Il s'agit d'un mécanisme d'atténuation du risque consistant à l'émission de garanties aux importateurs et exportateurs locaux face au déficit de lignes de financement auprès des banques internationales et autres contraintes y afférentes. Ce mécanisme servira à la garantie de lignes de commerce extérieur de NSIA Banque CI. À travers le réseau global de banques confirmatrices de la BAD, NSIA Banque CI pourra désormais s'associer à des banques internationales et régionales d'envergure et, ce faisant, accroître la perspective d'accès au financement du commerce extérieur pour ses clients », précise un communiqué du Groupe. Avec le soutien de la Banque Africaine de Développement, NSIA Banque CI dispose d'instruments appropriés pour accompagner les PME, les entreprises dirigées par les femmes et les jeunes, dans un contexte où

les impacts économiques et sociaux de la Covid-19 continuent de faire obstruction au développement des activités. « Nous nous réjouissons de l'aboutissement de cette opération qui a démarré depuis 2019 et dans laquelle nous nous sommes engagés avec le cabinet First Capital SA. L'obtention de ces lignes par la Banque marque le début d'un partenariat important avec la BAD. Les PME constituent un axe prioritaire de développement pour la Banque et nous nous évertuons à mettre en place les outils les plus adaptés pour les accompagner au regard des opportunités qu'elles représentent pour l'ensemble de notre économie », a indiqué Léonce Yace, Directeur Général de NSIA Banque CI. NSIA Banque CI confirme ainsi, sa position de partenaire privilégié auprès des bailleurs sous régionaux et internationaux ainsi que son engagement à participer activement au développement économique de la Côte d'Ivoire.

**Evènement****3<sup>ème</sup> édition de The Africa Fintech forum 2021 à Abidjan**

**THE AFRICA FINTECH FORUM, la plus importante plateforme en Afrique francophone de réflexion, d'action, de connaissances et de réseautage dédiée à la Fintech africaine tiendra sa 3<sup>e</sup> édition les 23-24 Novembre à Abidjan autour du thème « Paver toute l'industrie de la Fintech africaine ».**

Cette rencontre inclusive réunira 500 délégués, venant de toute l'industrie (fintechs, banques, assurances, télécoms, microfinance, investisseurs, consultants, régulateurs, organisations de développement,...) et de tous les continents ; pour ensemble adresser les challenges, les opportunités et les actions pour développer toute l'industrie de la Fintech en Afrique. THE AFRICA FINTECH FORUM 2021 sera un événement unique et exclusif qui se déroulera autour de 6 activités principales: Talks, networking, awards, pitches, show-cases, formation. Il couvrira les thèmes principaux de



l'industrie: Inclusion Financière, Open Banking, Capital Market, Insurtech, Investissement, Droit & Régulation. En outre le forum sera la rampe de lancement des initiatives structurantes de l'industrie Fintech que sont Africa Fintech Chair, Fintech Village Network, Alliance for Smart Village, Club Forex WAMU, Open Banking Africa et Africa Fintech Venture. The AFRICA FINTECH FORUM est un événement africain qui met en valeur les

marchés fintech africains et participe à attirer l'investissement sur ces marchés. Il est l'aboutissement de AFRICA FINTECH TOUR qui parcourt chaque année les écosystèmes fintech d'Afrique du nord, de l'ouest, du centre et de l'est à la rencontre des acteurs qui œuvrent à la promotion et au développement de l'inclusion financière pour développer une communauté de réflexion et d'action.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

**BAD****Bajabulile Tshabalala nommée Vice-présidente principale**

**Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 13 octobre 2021, la nomination de Bajabulile "Swazi" Tshabalala au poste de première vice-présidente à compter du 1er novembre 2021.**



● **Nicole ESSO**

Suite aux consultations avec le Conseil d'administration, le Président du Groupe de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi A. Adesina, a le plaisir d'annoncer la nomination de Mme Bajabulile "Swazi" Tshabalala au poste de Vice-présidente principale du Groupe de la Banque africaine de développement, avec effet au 1er novembre 2021. De nationalité sud-africaine, Mme Tshabalala est Vice-présidente des finances et Responsable financière du Groupe de la Banque africaine de développement depuis qu'elle a rejoint le Groupe en août 2018. Elle a été nommée par le Président Adesina au poste de Vice-présidente principale par intérim en mars 2020, à la suite du départ à la retraite du titulaire du poste, M. Charles Boamah. Au cours des trois dernières années, Swazi a occupé plusieurs postes de direction clés au sein de la Banque, notamment celui de coprésidente du Comité de pilotage chargé de coordonner les activités à l'échelle de la Banque, de concert avec le Président, en vue de garantir le succès de la 15<sup>e</sup> reconstitution du Fonds africain de développement (FAD-15) et de la 7<sup>e</sup> augmentation générale du capital de la Banque africaine de développement. En tant que Vice-présidente et Responsable financière du Groupe de la Banque, Swazi pilote les efforts de la haute direction et de l'ensemble de la Banque pour la mise en place d'un cadre de viabilité financière à long terme pour la Banque. En sa qualité de Vice-présidente chargée des finances, Swazi préside le Comité de gestion actif-passif de la Banque. En tant que Vice-présidente principale par intérim, elle a assumé des responsabilités de plus en plus importantes, y compris la supervision de certains

des organes de direction de la Banque, dont le Comité de coordination de la haute direction et le Comité des opérations qui gèrent les opérations et l'efficacité générale de la Banque. Swazi a travaillé en étroite collaboration avec le Président pour superviser les ratios prudentiels et la gestion financière de la Banque afin d'assurer le maintien de la note AAA de la Banque par les agences de notation mondiales.

**Parcours**

Mme Tshabalala jouit de près de 30 ans d'expérience en gestion, finance et gestion des risques. Avant de rejoindre la Banque, elle a accumulé une vaste expérience en gestion et leadership dans le secteur privé. De 2013 à 2018, elle a été Directrice Générale d'une société privée de conseils en finance et en ingénierie, Barbican Advisory Group. Avant d'occuper ce poste, elle était PDG de la société d'investissement IDG Group, de 2006 à 2012. Elle a rejoint le conglomérat géant, Transnet SOC, en 1996, en qualité de Directrice adjointe du Trésor (Fonds) jusqu'en 1998, date à laquelle elle a été nommée Directrice du Trésor (1998-2001). De 2001 à 2004, elle a été Directrice générale des services institutionnels, où elle a supervisé la transformation de l'ancien Portnet en la nouvelle Transnet National Ports Authority, chargée de contrôler et de gérer les huit ports commerciaux d'Afrique du Sud. Elle a ensuite été nommée Trésorière du groupe Transnet SOC, en Afrique du Sud. Swazi a rejoint la Banque africaine de développement en 2018 en tant que Vice-présidente des finances et Responsable financière du Groupe de la Banque. Mme Tshabalala est titulaire d'une licence en économie de l'université Lawrence, aux États-Unis, obte-

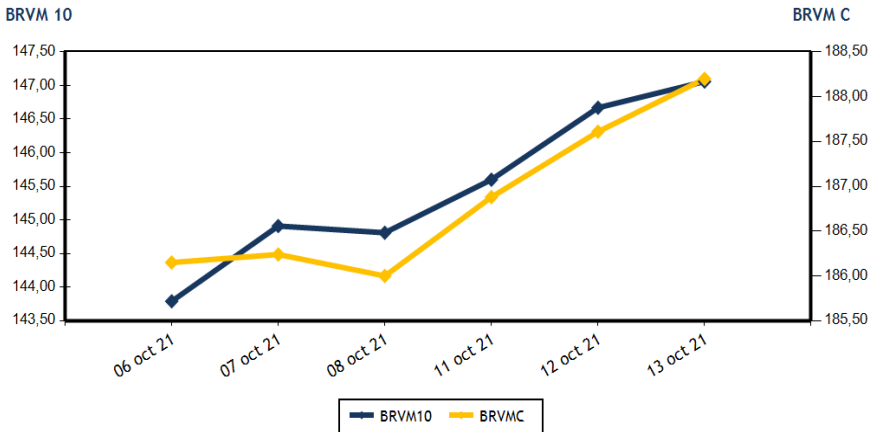
nue en 1989, et d'un Master en gestion des affaires délivré en 1992 par l'université Wake Forest, aux États-Unis.

**Impressions**

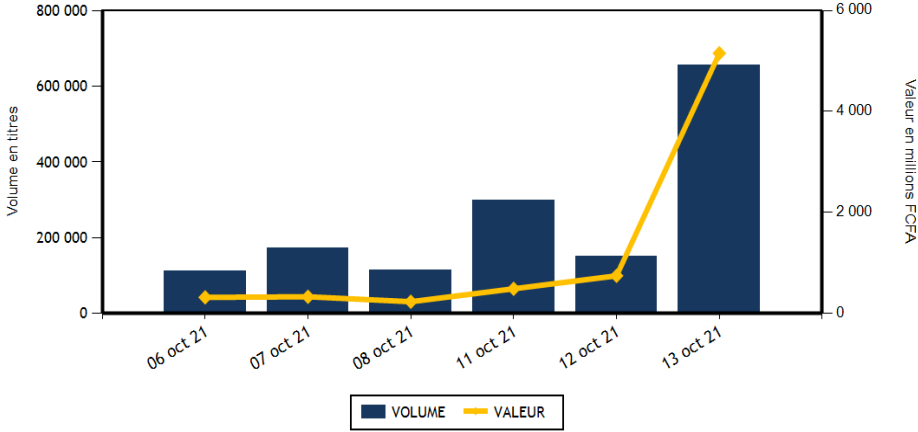
Mme Tshabalala a déclaré à propos de sa nomination : « Je suis très honorée d'avoir été nommée à ce poste de direction par le Président Adesina. Le personnel de la Banque et moi-même sommes très enthousiastes face à sa vision pour la Banque et pour l'Afrique. Les progrès remarquables, la position mondiale et la réputation de la Banque ces dernières années sont impressionnants. Je me réjouis de travailler en étroite collaboration avec le Président, la haute direction, le personnel et le Conseil d'administration pour concrétiser la vision du Président, qui consiste à bâtir une seule Banque, marquée par un solide esprit d'équipe, en renforçant la solidité financière de la Banque et en contribuant à accroître l'efficacité, l'efficience et l'impact de toutes nos activités et opérations. Évoquant sa nomination, le Président Adesina a déclaré : « Je suis ravi de nommer Swazi au poste de Vice-présidente principale. Elle a été un membre très précieux de l'équipe de la haute direction de la Banque. Elle a, à son actif, de solides compétences de gestion, sa capacité à obtenir des résultats et son habileté à superviser les actifs et les portefeuilles financiers de la Banque. Au fil des ans, elle a fait preuve d'un leadership remarquable dans la gestion de la santé financière de la Banque. Dans son nouveau rôle de Vice-présidente principale titulaire, elle donnera une impulsion encore plus forte à nos efforts collectifs visant à renforcer les capacités opérationnelles et financières du Groupe de la Banque africaine de développement ».

|                    |                                                                                           |                                                                                                                               |        |                          |                                                       |                    |                                                                                             |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| BRVM 10            | 147,06                                                                                    | <br><b>BULLETIN OFFICIEL DE<br/>LA COTE</b> | N° 198 | mercredi 13 octobre 2021 | Site : <a href="http://www.brvm.org">www.brvm.org</a> | BRVM Composite     | 188,20                                                                                      |
| Variation Jour     |  0,27 %  |                                                                                                                               |        |                          |                                                       | Variation Jour     |  0,31 %  |
| Variation annuelle |  12,36 % |                                                                                                                               |        |                          |                                                       | Variation annuelle |  29,46 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions                                           | Niveau            | Evol. Jour |
|---------------------------------------------------|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 5 663 916 040 256 | 0,32 %     |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 186 697           | 24,15 %    |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 394 875 595       | -46,72 %   |
| Nombre de titres transigés                        | 42                | -2,33 %    |
| Nombre de titres en hausse                        | 17                | 21,43 %    |
| Nombre de titres en baisse                        | 13                | -35,00 %   |
| Nombre de titres inchangés                        | 12                | 33,33 %    |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres                | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------|-------|------------|----------------|
| AIR LIQUIDE CI (SIVC) | 645   | 7,50 %     | 248,65 %       |
| SICOR CI (SICC)       | 5 910 | 7,45 %     | 380,49 %       |
| SITAB CI (STBC)       | 4 300 | 7,23 %     | 711,32 %       |
| CFAO MOTORS CI (CFAC) | 1 040 | 7,22 %     | 188,89 %       |
| FILTISAC CI (FTSC)    | 1 930 | 4,04 %     | 19,88 %        |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999     | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur      | PER moyen |
|--------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE               | 12                 | 87,16  | 1,62 %     | 140,44 %       | 8 215  | 11 682 930  | 20,99     |
| BRVM - SERVICES PUBLICS        | 4                  | 454,37 | 0,56 %     | 10,70 %        | 21 495 | 198 250 445 | 8,01      |
| BRVM - FINANCES                | 15                 | 70,48  | -0,54 %    | 17,49 %        | 32 387 | 99 922 595  | 14,23     |
| BRVM - TRANSPORT               | 2                  | 552,92 | 0,00 %     | 46,01 %        | 751    | 1 663 430   | 9,22      |
| BRVM - AGRICULTURE             | 5                  | 231,42 | -0,02 %    | 167,41 %       | 7 592  | 31 661 820  | 14,64     |
| BRVM - DISTRIBUTION            | 7                  | 368,68 | 2,45 %     | 62,82 %        | 27 684 | 39 987 725  | 23,02     |
| BRVM - AUTRES SECTEURS         | 1                  | 802,02 | -1,52 %    | 132,14 %       | 269    | 175 205     | 3,76      |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | -                  | -      | -          | -              | -      | -           | -         |

| Indicateurs                         | 1er et 2è Comp.  | BRVM PC |
|-------------------------------------|------------------|---------|
| PER moyen du marché                 | 12,64            |         |
| Taux de rendement moyen du marché   | 6,40             |         |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 7,38             |         |
| Nombre de sociétés cotées           | 46               |         |
| Nombre de lignes obligataires       | 95               |         |
| Volume moyen annuel par séance      | 277 179,00       |         |
| Valeur moyenne annuelle par séance  | 1 617 947 032,50 |         |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

| Obligations                     | Niveau            | Evol. Jour   |
|---------------------------------|-------------------|--------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 7 073 582 445 583 | 0,01 %       |
| Volume échangé                  | 470 036           | 610 336,36 % |
| Valeur transigée (FCFA)         | 4 756 762 531     | 635 123,17 % |
| Nombre de titres transigés      | 2                 | 0,00 %       |
| Nombre de titres en hausse      | 1                 |              |
| Nombre de titres en baisse      | 0                 |              |
| Nombre de titres inchangés      | 1                 | -50,00 %     |

PLUS FORTES BAISES

| Titres                        | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-------------------------------|-------|------------|----------------|
| TOTAL SN (TTLS)               | 1 755 | -5,14 %    | -2,50 %        |
| ORAGROUP TOGO (ORGT)          | 4 000 | -3,50 %    | -3,61 %        |
| BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS) | 2 400 | -2,04 %    | 60,54 %        |
| BERNABE CI (BNBC)             | 2 180 | -2,02 %    | 263,33 %       |
| SAPH CI (SPHC)                | 5 290 | -1,86 %    | 277,86 %       |

| Indicateurs                      | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|----------------------------------|-----------------|---------|
| Ratio moyen de liquidité         | 5,82            |         |
| Ratio moyen de satisfaction      | 68,77           |         |
| Ratio moyen de tendance          | 1 181,77        |         |
| Ratio moyen de couverture        | 8,46            |         |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,01            |         |
| Prime de risque du marché        | 2,01            |         |
| Nombre de SGI participantes      | 29              |         |

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Chine

Pékin va durcir la réglementation dans le numérique

Les autorités chinoises se montrent ces derniers mois particulièrement intransigeantes contre les géants du numérique et leurs pratiques, jusque-là tolérées par Pékin.

La Chine va durcir la réglementation dans le secteur du numérique et en particulier dans les paiements en ligne, a averti le gouverneur de la banque centrale, après un tour de vis qui inquiète les investisseurs. Les autorités se montrent ces derniers mois particulièrement intransigeantes contre les géants du numérique et leurs pratiques jusque-là tolérées en matière notamment de données personnelles, de concurrence et de droits des utilisateurs. «Nous allons continuer à travailler pour lutter contre les monopoles [dans la finance en ligne], la discrimination par le biais des algorithmes et d'autres formes de pratiques anticoncurrentielles», a indiqué jeudi le responsable de la banque centrale de Chine, Yi Gang, lors d'une conférence consacrée à la réglementation des géants du numérique.

**Manque de transparence**  
Outils très utilisés par les mastodontes du secteur pour assurer leur succès, les algo-



● Pékin s'inquiète notamment du manque de transparence des géants de la tech concernant les algorithmes utilisés. AFP

rithmes sont au cœur de l'économie numérique et servent de cerveau à bon nombre d'applications et services sur internet. Ils permettent notamment d'analyser les quantités d'informations récoltées sur un utilisateur et de lui faire des recommandations automatiques en fonction de ses habitudes ou préférences. Pékin, qui s'inquiète du manque de transparence des géants de la tech vis-à-vis de cette pratique, souhaite durcir la réglementation. «Les grands groupes [du numérique] ont collecté

des données massives auprès des utilisateurs», a relevé Yi Gang, disant craindre une situation de «monopole» qui «compromette l'innovation» dans le secteur et des risques pour le système financier. Le patron de la banque centrale a par ailleurs plaidé pour que toutes les sociétés proposant des services financiers obtiennent une licence. «Certaines entreprises [du numérique] mènent des activités dans la finance sans autorisation», a-t-il relevé.

(AFP)

Etats-Unis

Tesla quitte la Silicon Valley

Elon Musk, le patron de Tesla, a annoncé le transfert du siège du constructeur de véhicules électriques de la baie de San Francisco au Texas.

Tesla va déménager son siège de la Californie au Texas, où le constructeur de véhicules électriques bâtit une nouvelle usine, a annoncé jeudi son patron Elon Musk. Le fantasque entrepreneur, qui s'est à plusieurs reprises écharpé depuis le début de la pandémie avec les autorités californiennes sur des règles sanitaires qu'il jugeait trop strictes, a lui-même quitté Los Angeles en 2020 après y avoir longtemps vécu. «Je suis heureux de vous annoncer que nous allons bouger notre siège à Austin», a-t-il déclaré à l'occasion de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Tesla. Cela ne veut pas dire que Tesla quitte complètement la côte ouest, a tout de suite ajouté Elon Musk. «Pour être bien clair, nous allons continuer à étendre nos activités en Californie», en augmentant notamment la production à l'usine de Fremont, a-t-il souligné.

**Contre-pied**  
Mais, a aussi remarqué l'entrepreneur, «on ne peut pas s'agrandir à l'infini dans la baie de San Francisco», où la densité est importante, le coût de la vie élevé et la



● Ce déménagement ne veut pas dire que Tesla quitte complètement la côte ouest américaine, a précisé Elon Musk. AFP

circulation souvent difficile. Alors qu'à Austin, l'usine est installée «à cinq minutes de l'aéroport et à quinze minutes du centre-ville». Elon Musk avait justifié l'an dernier son déménagement personnel par la nécessité d'être au plus près des deux projets qui occupaient alors l'essentiel de son temps: le développement de fusées par sa société spatiale SpaceX dans le sud de l'État et la construction d'une usine automobile par Tesla près d'Austin. Pour l'analyste Dan Ives de Wedbush, la frustration d'Elon Musk vis-à-vis des autorités californiennes a «sans doute accéléré» la décision de déménager au Texas. Mais c'est

un choix stratégique «intelligent», ajoute-t-il, dans la mesure où Tesla prévoit d'y faire construire les berlines Model 3 et Model Y ainsi que le pick-up Cybertruck et le camion Semi. En annonçant jeudi l'installation de Tesla au Texas, Elon Musk prend un peu le contre-pied de plusieurs grandes entreprises américaines, qui ont récemment critiqué publiquement cet État suite à l'adoption d'une loi particulièrement restrictive sur l'avortement. Le géant de l'informatique Salesforce a par exemple offert son aide aux employés qui souhaiteraient quitter le Texas.

(AFP)

Économie

«Une approche globale» pour régler la dette des pays pauvres

Le président de la Banque mondiale a prévenu «que trop de pays sortiront de la crise du Covid-19 avec un important surendettement qui pourrait prendre des années à gérer»

Le président de la Banque mondiale, David Malpass, a alerté lundi, sur les risques de surendettement des pays pauvres au sortir de la pandémie, exhortant à «une approche globale» du problème de la dette, y compris sa réduction. Pour faire face à la pandémie de Covid-19 qui se propageait à travers le monde, les gouvernements du monde entier ont injecté des aides massives dans leur économie, tandis que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sont venus au chevet des pays les plus affectés par la crise, en leur fournissant des prêts d'urgence. Il y a urgence à agir alors que l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (DSSI), qui a permis aux économies les plus vulnérables de bénéficier d'une suspension de leur dette, expire à la fin du mois de décembre. «Le monde devrait réfléchir à ce qu'il faut faire après le 1er janvier», a souligné David Malpass, lors d'une conférence téléphonique, estimant que la poursuite du dispositif DSSI «est quelque chose qui devrait être envisagé». Car «le risque c'est maintenant que trop de pays sortiront de la crise du Covid-19 avec un important surendettement qui pourrait prendre des années à gérer», a-t-il prévenu.

**Hausse à 20% ou plus**  
Les encours de la dette extérieure des pays éligibles au DSSI ont augmenté, en moyenne, de 12% pour atteindre 860 milliards de dollars, a détaillé la Banque mondiale dans un rapport publié à l'occasion des réunions d'automne qui ont démarré lundi. Pour certains d'entre eux, la hausse s'est élevée à 20% ou plus.

Fraude

Un réseau d'escroquerie en ligne basé à Sofia démantelé

Europol a annoncé lundi que «deux centres d'appels illégaux à Sofia» avaient été fermés et qu'au moins une «cible de grande valeur» avait été arrêtée à Chypre.

Plusieurs polices européennes ont mis fin à un réseau d'escroquerie en ligne qui opérait depuis la Bulgarie et qui a fait perdre des millions d'euros à des investisseurs allemands, a déclaré Europol lundi. Des perquisitions menées mercredi dans plusieurs pays ont conduit à la fermeture de deux centres d'appels illégaux à Sofia et à l'arrestation d'au moins une «cible de grande valeur» à Chypre, a déclaré l'agence européenne de police Europol, basée



● David Malpass, président de la Banque mondiale. AFP

Et, pour la plupart des pays, la hausse de l'endettement n'a pas été compensée par la croissance du revenu national brut et des exportations. «Un changement à grande échelle dans l'approche de la transparence de la dette est nécessaire pour aider les pays à évaluer et gérer leurs risques de dette extérieure et travailler vers des niveaux et des conditions d'endettement viables», soulignent les économistes de la Banque. David Malpass et la directrice générale du Fonds monétaire international Kristalina Georgieva ne cessent de répéter qu'une plus grande transparence des données est incontournable pour régler le problème de la dette, notamment pour négocier avec les créanciers.

**«Défi de taille»**  
Si l'on ajoute les pays à revenus intermédiaires, l'encours de la dette extérieure a augmenté en moyenne de 5,3% à 8700 milliards de dollars l'an passé, une hausse en rythme annuel comparable à celle enregistrée en 2018 et 2019. «Cependant, pour beaucoup de pays, l'augmentation a été à deux chiffres». Or, avant même la pandémie, de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire étaient dans une position vulnérable, avec un ralentissement de la

croissance économique et une dette publique et extérieure à des niveaux élevés. «Les économies du monde entier sont confrontées à un défi de taille posé par des niveaux d'endettement élevés et en augmentation rapide», a commenté Carmen Reinhart, économiste en chef de la Banque mondiale dans un communiqué. «Les décideurs politiques doivent se préparer à la possibilité d'un surendettement lorsque les conditions des marchés financiers deviennent moins favorables, en particulier dans les pays émergents et les économies en développement», a-t-elle également souligné. M. Malpass rappelle que des niveaux de dette «soutenables» sont cruciaux pour la reprise économique et la réduction de la pauvreté. C'est «fondamental pour soutenir l'éducation et les infrastructures des systèmes de santé et créer des investissements pour la croissance et la prospérité». Les traditionnelles réunions d'automne du Fonds monétaire international se tiennent cette semaine à Washington, en partie en mode virtuel en raison de la pandémie. Quelques délégations seront néanmoins accueillies en personne, une première depuis octobre 2019.

(AFP)

| Rendez-vous économiques                                                                           |                                |                          |                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------|
| EVENEMENTS                                                                                        | DATE                           | LIEUX                    | ORGANISATEURS/CONTACTS                          |
| Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)                                        | 12- 13 octobre 2021            | Virtuel                  | BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG             |
| 3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique                                               | Date : 21 et 22 octobre 2021   | Istanbul Congress Center | http://www.turkeyafricaforum.org/fr/            |
| Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »                           | 28 Octobre 2021                | Virtuel                  | https://www.uneca.org                           |
| Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe                             | 28 octobre 2021                | Virtuel                  | https://www.afdb.org/en/affm                    |
| Les Rencontres Africa                                                                             | 05 au 07 octobre 2021          | Lomé, Togo               | https://rencontresafrica.org/                   |
| Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021                                        | 2 - 4 novembre 2021            | Kigali, Rwanda           | https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/ |
| 2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)                                    | 15 au 21 novembre 2021         | Durban, Afrique du Sud   | https://www.intrafricantradefair.com/           |
| Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A                                   | 22 Novembre - 10 Décembre 2021 | Virtuel                  | inquiries@optimus.community                     |
| 36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord | 23 au 26 Novembre 2021         | Marrakech, Maroc         | https://www.uneca.org                           |
| Sommet sur l'énergie et l'économie                                                                | 22 et 23 novembre 2021         | Libye                    | https://ecotechquebec.com                       |
| Conférence économique africaine                                                                   | 2 au 4 décembre 2021           | Cap Vert                 | https://www.africa.undp.org                     |

# HOROSCOPE

## finance

**Bélier** Vous risquez de vous retrouver face à des échéances financières désagréables. Il serait grand temps de vous occuper de votre situation et d'éviter de dépenser à tort et à travers. Si vous vous montrez raisonnable, les choses vont s'arranger pour vous. Dans le cas contraire, des sueurs froides vous sont promises !

**Taureau** Votre situation financière est dans son ensemble saine. Mais vous devrez vous méfier des mauvais aspects de Pluton. Evitez toute dépense importante, et attendez un moment plus favorable pour réorganiser vos placements et vos investissements.

**Gémeaux** Dans le domaine matériel, vous aurez tout intérêt à mettre un frein à vos extravagances si vous ne voulez pas frôler des précipices ! Soyez particulièrement vigilant. En effet, votre réalisme et votre bon sens légendaires vous feront cruellement défaut. Vous pourriez vous laisser entraîner dans des aventures risquées et perdre de grosses sommes d'argent en raison de mauvais placements, notamment des opérations boursières hasardeuses.

**Cancer** Prenez les initiatives utiles au développement de vos affaires. Les influences planétaires de la journée seront très favorables dans ce domaine. Mais n'oubliez pas que la réalisation de vos espoirs demandera de la concentration d'esprit ; ne vous laissez donc pas distraire par des désirs d'évasion déplacés.

**Lion** Neptune en cet aspect pourra vous donner envie de dépenser vos économies pour vous faire plaisir, notamment en faisant du sport ou en soignant votre look. Attention à ne pas vous ruiner en petites robes et autres colifichets !

**Vierge** Compte tenu des bons influx de Mercure, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres. Journée faste pour les assureurs, banquiers, agents de change...

**Balance** L'influence du Soleil dans le secteur argent vous inclinera à améliorer vos revenus. Mais attention à Mars, qui pourra dans le même temps vous pousser à trop dépenser. Restez raisonnable si vous tenez à mettre quelques économies de côté pour vos vacances ou autres.

**Scorpion** Calme plat dans le secteur financier, qui ne sera influencé aujourd'hui par aucune planète. Vous ne devriez donc pas rencontrer de problème majeur, mais n'en déduisez pas que vous pouvez faire des folies. Il est vrai que les tentations sont grandes en ce moment, mais il vaudrait mieux éviter de craquer sans réfléchir. Il est possible que vous vous trouviez face à un reliquat de dette dont vous ne pourrez plus différer le remboursement.

**Sagittaire** S'il vous arrive, parfois, de faire du sentiment en affaires, ce ne sera pas du tout le cas cette fois. Au contraire, lorsque vous effectuerez d'importantes transactions financières, vous chercherez constamment à pousser votre avantage et à négocier au meilleur prix pour vous. Résultat : vous parviendrez à développer sensiblement votre situation matérielle grâce à d'excellentes opérations.

**Capricorne** Vous aurez la capacité de gérer vos finances avec rigueur, sérieux et efficacité. Si vous avez l'intention de réaliser une importante opération immobilière, attendez encore trois ou quatre jours.

**Verseau** Attention aux opérations financières hasardeuses ! Soyez très vigilant aujourd'hui, et méfiez-vous de personnes peu scrupuleuses qui tenteront d'abuser de votre confiance. Ouvrez l'oeil !

**Poissons** L'argent filera entre vos doigts à une vitesse vertigineuse. Même si vous dépensez beaucoup pour améliorer le confort de votre famille, votre conjoint vous reprochera d'être aussi peu économe.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

# L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web: [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Administrateur Général**

Léonard DOSSOU

**Administrateur délégué**

Anicet Carlos Oké

**Directeur de publication**

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

**Rédacteur en chef**

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

**Chef d'édition**

Yves K.ADJANOUVI

**Rédacteurs**

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

**Direction commerciale**

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

Giséle NOUDAÏKPON

**Imprimerie**

J.C. Inter press

**Tirage: 5000**



## AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

### (COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1<sup>er</sup> octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

#### **I. CAS DES VEHICULES**

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### **II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES**

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

#### **III. CAS DES EPAVES ET AVARIES**

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Projet VFDM

Les techniciens nationaux renforcent leurs capacités à Lomé

Dans l'optique d'élaborer des cartes à soumettre aux autorités afin qu'ils puissent prendre des décisions pour limiter les dégâts, un atelier de trois jours regroupant les techniciens nationaux du projet « Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse, et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta » (VFDM) s'est ouvert le jeudi à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

Après l'atelier de Tsévié, les techniciens du projet « Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse, et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta » (VFDM) renforcent leurs capacités sur la production des cartes de risques d'inondations et de sécheresse dans le bassin de la Volta au depuis le jeudi à Lomé. Les travaux ont été ouverts par Badja Agouda, représentant du directeur des ressources en eau, en présence d'une représentante de la Fondation CIMA, l'un des partenaires du projet, Anna Mapelli, du directeur de l'agence nationale de la météorologie et point focal de l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) et du chargé du projet au niveau régional, Maxime Teblekou. L'atelier de Lomé a pour objectif de développer les connaissances des techniciens sur l'évaluation de la vulnérabilité et de l'impact des inondations ainsi que l'exposition à la sécheresse. A en croire Agouda Badja, représentant du directeur des ressources en eau, les travaux de cet atelier répondent à la volonté de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM),



une agence spécialisée des Nations Unies, de l'Autorité du Bassin de la Volta(ABV) et le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) qui ont initié ledit projet dont les activités ont débuté depuis juin 2019. « Ce deuxième atelier vise à aider les pays à pouvoir identifier les zones impactées par la sécheresse et par l'inondation dans le bassin de l'Oti au Togo. Il nous permettra d'aller plus loin pour élaborer des cartes des risques d'inondation et de sécheresse sur la base des données qui ont été collectées » a indiqué Maxime Teblekou, Directeur de l'agence nationale de la météorologie et point focal de l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) et du chargé du projet au niveau régional. « CIMA est une fondation de recherche italienne qui appuie la protection civile italienne pour l'alerte précoce et la gestion des catastrophes. C'est dans

ce cadre que nous avons développé des compétences pour travailler à l'étranger. Les promoteurs du projet portant sur le bassin de la Volta nous ont sollicité dans cette dynamique. Le travail prévoit de développer les cartes en engageant ainsi des techniciens locaux qui seront formés pour travailler sur des méthodologies basées sur le scénario », a indiqué Anna Mapelli, représentante de la Fondation CIMA. Il faut préciser que le projet « Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse, et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta » entend développer des cartes de risques des inondations et de sécheresse dans le bassin de la Volta à travers les informations nouvelles et celles existantes disponibles auprès des agences mondiales, nationales et locales ainsi qu'avec d'autres projets dans la région.

PSG

Pochettino donne des nouvelles de Navas et Bernat

Cette trêve internationale va encore coûter en énergie pour les joueurs du PSG. En plus des Sud-Américains qui vont rentrer très tard de leurs matches et qui manqueront donc le match face à Angers (à suivre en live commenté sur Foot Mercato), Keylor Navas s'est blessé avec le Costa Rica, l'obligeant même à céder sa place à la pause.

Plus de peur que de mal selon Pochettino mais le gardien sera sans doute absent vendredi soir. «Keylor n'est pas encore rentré, il sera examiné à son retour. Nous sommes

en contact avec lui. Il a senti une gêne. C'est plus par précaution qu'autre chose», a assuré le coach argentin en conférence de presse, donnant au passage des nouvelles de Juan Bernat. «Il

s'entraîne bien, il s'entraîne depuis quinze jours avec nous, il a la possibilité d'être dans le groupe.» Enfin la lumière au bout du tunnel pour l'Espagnol ?

Avec footmercato.net

FNFI / Témoignages

Akollor Afi Kafui, propriétaire d'une entreprise de détergence

AKOLLOR Afi Kafui est une jeune Femme Togolaise qui a déjà travaillé pendant quelques années dans une structure privée de Lomé. Bravant la réticence de ses proches, cette mère de 3 enfants se lance dans l'entrepreneuriat. D'abord les perles, ensuite les sacs à base de natte plastique et enfin savons et détergents. C'est donc dans le domaine de fabrication et de commercialisation de savons et de détergents qu'elle excelle désormais à Djidjilé, en plein cœur de Lomé. Grace au FNFI, elle a pu investir en matière première pour satisfaire une demande de plus en plus croissante. Retour sur l'histoire de dame AKOLLOR Afi Kafui.

Aux quatre coins du Togo, grâce à différents programmes du gouvernement, des femmes et des jeunes entrepreneurs mettent leur énergie au service de nombreuses initiatives. Leur but est clair : créer de nouvelles opportunités économiques et contribuer au développement de leur communauté. C'est l'exemple de dame AKOLLOR Afi Kafui. Parce que très portée vers l'entrepreneuriat depuis son enfance, elle décide de quitter son emploi et de se réorienter dans la fabrication et la vente de différents produits. « Naturellement, je me sentais plus à l'aise dans l'entrepreneuriat, dans une activité libérale, donc je me suis lancée dans la production de différents produits. D'abord, j'ai commencé avec les perles, ensuite avec les sacs de natte, et aujourd'hui je suis dans les détergents », confie-t-elle. Le marché du savon et des détergents connaît un développement sans cesse croissant. Mais, la production du savon de lessive issue de la fabrication locale quant à elle relève encore du secteur informel à cause de l'absence des programmes de formation aux techniques de fabrication du savon. AKOLLOR Afi Kafui, a pu quant à elle suivre une formation qui présente les techniques améliorées de fabrication de savons et de détergents. Mais très rapidement elle est confrontée à une demande excédentaire. AKOLLOR Afi Kafui n'arrivait plus à couvrir complètement le besoin de sa clientèle. Il lui fallait donc faire croître son offre. C'est ainsi qu'elle se mit à la recherche de fonds. « Il me fallait absolument investir pour agrandir mon offre. Heureusement, j'ai découvert le FNFI par le biais d'une microfinance » affirme-t-elle, très émue avant



de préciser. « C'était lors d'une conférence. Le représentant d'une microfinance a parlé du FNFI et de ses produits. Je me suis donc rapprochée de lui à la fin pour en savoir plus. Il m'a bien expliqué les choses, et j'ai trouvé que c'était intéressant ». Rapidement, elle fait les démarches et obtient le crédit qu'il lui fallait. Et ce sera le Produit d'Accompagnement à la Formalisation PAF. Ce produit est destiné aux bénéficiaires AJSEF en fin de cycle et aux autres jeunes promoteurs régulièrement installés exerçant une activité génératrice de revenus.

Démarche stratégique

L'idée pour AKOLLOR Afi Kafui est de se démarquer en mettant sur le marché des produits à vraie valeur ajoutée. « Je suis en arrivée aux détergents parce que nous sommes sur un continent assez poussiéreux. Ce qui fait que la demande pour les détergents est assez forte. Mais pour le moment le marché est très vierge. Il n'y a pas trop de concurrence » affirme-t-elle avec assurance et confiance. Elle mise surtout sur les réseaux sociaux pour écouler ses produits qui s'adressent à toutes les bourses. « Nous mettons l'accent sur la qualité de nos produits. En plus les prix sont très compétitifs.

Ils varient de 1000 Frs à 45 000 Frs » Les principales difficultés rencontrées par AKOLLOR Afi Kafui dans le développement de son projet sont : la difficulté au départ à communiquer et à se faire connaître, et plus tard le financement pour agrandir la capacité de production étant donné la demande grandissante. Pour surmonter le défaut du financement, elle a pu compter sur le FNFI.

Objectifs et conseils aux femmes

Malgré les difficultés, AKOLLOR Afi Kafui déborde d'ambitions. « Notre objectif est d'avoir une marque qui représente le Togo. Nous avons même un projet de développement pour l'entreprise. Nous voulons même quitter l'étape artisanale pour l'étape industrielle ». S'adressant aux femmes Togolaises, elle dit ceci : « C'est vrai, plusieurs femmes mènent déjà des AGR, mais elles doivent aller au-delà, se formaliser et créer des vraies entreprises. Vous pouvez vous en sortir, d'abord par le courage. Mais aussi avec les structures d'accompagnement comme le FNFI ».

Avec FNFI

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

| Principaux clients (% des exportations) | 2017  |
|-----------------------------------------|-------|
| Burkina Faso                            | 17,9% |
| Bénin                                   | 14,3% |
| Ghana                                   | 7,6%  |
| Niger                                   | 6,4%  |
| Inde                                    | 6,1%  |
| Mali                                    | 5,7%  |
| Côte d'Ivoire                           | 5,5%  |
| Nigéria                                 | 4,8   |
| Emirats Arabes Unis                     | 3,5%  |
| Australie                               | 3,2%% |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

| Principaux fournisseurs (% des importations) | 2017  |
|----------------------------------------------|-------|
| Chine                                        | 19,6% |
| France                                       | 10,8% |
| Japon                                        | 5,1%  |
| Pays-Bas                                     | 5,0%  |
| Ghana                                        | 4,1%  |
| Inde                                         | 3,6%  |
| Belgique                                     | 3,2%  |
| Arabie Saoudite                              | 3,2%  |
| Allemagne                                    | 3,1%  |
| Nigéria                                      | 3,0%  |

Source : Comtrade, dernières données disponibles  
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

# Inspirés tous les jours par nos héros



**AFRICA**  
First Assist

Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient **Africa First Assist**

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist**  
sont au service de tous les héros du quotidien.

[www.africafirstassist.com](http://www.africafirstassist.com)